



**ARRETE  
PORTANT REGLEMENTATION  
DE LA CIRCULATION  
PASSERELLE RUE EMILE ZOLA  
N°ARPM-65/2024 P**

LA RAVOIRE, le 3 juin 2024

**Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

**VU** le Code pénal et notamment l'article R 610-5,

**VU** le code de la route et notamment les articles R.411-25 et R.411-8,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

**VU** l'arrêté municipal du 10 juillet 2020 donnant délégation de signature à Madame Joséphine KUDIN,

**VU** l'avis du Chef de service de Police Municipale,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques en interdisant la circulation à tous véhicules à moteur ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**: La circulation de tous véhicules à moteur est interdite **sur la passerelle** reliant la rue Emile Zola à la piste cyclable.

**Article 2**: La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de prescription) sera mise en place par le service technique - rue des Belledonnes – 73490 LA RAVOIRE.

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :** Madame la Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de Service de Police municipale**.

Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,

A red circular official stamp of the Municipality of Challes-les-Eaux. The text around the perimeter reads "MAIRIE DE CHALLES-LES-EAUX" at the top and "LE MUNICIPAL" at the bottom. In the center, there is a coat of arms. A black ink signature is written across the stamp.

Joséphine KUDIN,  
Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité  
publique et à la Prévention.

**Destinataires :**

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique,

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.